

LES MOUVEMENTS SOCIAUX ET CITOYENS

Les mouvements sociaux et les stratégies d'émancipation¹

Gustave Massiah
Janvier 2023

Introduction aux mouvements sociaux et citoyens

La réflexion sur les mouvements sociaux et citoyens s'inscrit dans l'interrogation sur les sujets collectifs de l'Histoire. Pendant longtemps, les sujets collectifs retenus étaient les peuples, les nations ou les états. Le rapport entre les trois faisait l'objet de discussions et a produit de nombreuses théories. La définition de chacune de ces notions est toujours en discussion. Comment définir un peuple par exemple ? Le Tribunal Permanent des peuples qui défend le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes se réfère souvent à la proposition de Charles Chaumont, professeur de droit international, « un peuple se définit par l'histoire de ses luttes ». On est loin de la définition de Staline, en 1913, dans son livre sur le marxisme et la question nationale.

A partir du 19^{ème} siècle, les classes sociales deviennent le sujet majeur de l'évolution historique. Et les partis politiques gagnent une place d'acteurs politiques reconnus. A partir du 20^{ème} siècle, une nouvelle notion, plus floue mais plus dynamique fait son apparition celle des mouvements sociaux, des mouvements sociaux et citoyens. Au 19^{ème} siècle, on parle déjà du mouvement ouvrier. Partir des mouvements permet de retrouver les peuples et les classes réellement existantes. Les mouvements expriment la dynamique de la lutte des classes, les classes en mouvement, avec leurs histoires, leurs dynamiques, leurs contradictions, leurs alliances. Les mouvements sociaux et citoyens sont des groupes qui s'organisent pour changer la société en fonction de leurs idéaux, à partir de valeurs partagées et de l'affirmation de leur solidarité. Ils s'organisent et mènent collectivement des actions communes revendicatives.

Dans les années 1960, après les « mai 68² » on assiste, dans le monde, à de nouveaux modes d'action politique. Ce sont les Nouveaux Mouvements Sociaux. Ils se différencient des partis et des syndicats et développent des thèmes plus spécifiques comme les droits des femmes, l'écologie, ... Ils revendiquent une reconnaissance sociale et culturelle. Ils recherchent des changements de société qui ne passent pas exclusivement par le contrôle de l'appareil d'Etat. Ils mènent des manifestations, des grèves, des occupations, des émeutes et élargissent les formes d'action à la communication, aux médias, à la culture, à la bataille des idées. Ils mettent en évidence les enjeux symboliques des conflits sociaux.

Je n'entrerai pas dans la présentation des théories des mouvements sociaux. Il y a déjà beaucoup de recherches parmi lesquelles on peut citer celles sur le pouvoir de Michel Foucault, celles de la transversalité des luttes de Deleuze et Guattari, la sociologie des mouvements sociaux d'Alain Touraine³. Geoffrey Pleyers a travaillé sur les Mouvements sociaux mondiaux et l'altermondialisme⁴. Je m'attacherai surtout à la réflexion sur la stratégie des mouvements sociaux dans la période actuelle.

¹ Revue Dirassate, Les mouvements sociaux et citoyens, janvier 2023

² Gustave Massiah, Mai 1968 dans le monde, une déferlante commune au-delà des spécificités nationales, partiellement repris dans l'introduction du *Dictionnaire de mai 68*, (Paris, Ed. Larousse, mars 2008)

³ Michel Foucault, La volonté de savoir, Ed Gallimard, Paris 1976

Gilles Deleuze et Félix Guattari, Mille Plateaux, Ed ; Collection Critique, Paris 1980

Alain Touraine, La Voix et le regard, sociologie des mouvements sociaux, Ed. Le Seuil, Paris 1978

⁴ Geoffrey Pleyers et Berg Capitaine, Mouvements sociaux, quand le sujet devient acteur, Ed. MSH, 2016

Geoffrey Pleyers, Movimientos sociales en el siglo XXI, Ed Claxo, Buenos Aires et Barcelone, 2018

Les mouvements sociaux et citoyens permettent de mieux comprendre la dynamique des luttes de classes. Pour éviter tout schématisme, il faut rappeler les approches de Etienne Balibar⁵ sur les contradictions principales et secondaires qui résultent de l'articulation entre plusieurs modes de production dans une formation sociale, de Samir Amin⁶ sur l'analyse des sociétés par rapport au développement inégal et de Immanuel Wallerstein⁷ par rapport au système monde. Ces approches permettent d'échapper au dogmatisme d'analyse rigide des sociétés. Les mouvements sociaux permettent de comprendre l'évolution et la transformation des classes d'une période à une autre. Les mouvements ne sont pas des invariants, ils dépendent des situations, des périodes, des objectifs, des questions posées. On pourra en fonction des questions posées s'intéresser à des mouvements proches mais correspondants à différentes démarches comme le mouvement ouvrier, le mouvement syndical, le mouvement salarié, ...

Les mouvements sociaux et citoyens dans l'évolution des situations

A partir de 1944 et de la fin de la deuxième guerre mondiale, nous entrons dans une nouvelle période. Le capitalisme est le mode de production dominant dans le monde occidental. Le capitalisme industriel consolide son évolution entamée après la crise de 1929 avec les secteurs de l'énergie, le pétrole et l'électricité, la sidérurgie et l'automobile, la chimie, les transports. Dans les pays de la triade capitaliste, Etats-Unis, Europe et ensuite Japon, les banques et les grandes entreprises donneront naissance aux entreprises multinationales. Le mouvement ouvrier comprend les OS, ouvriers spécialisés déqualifiés, les ouvriers qualifiés et les techniciens qui se retrouvent dans le mouvement syndical. Cette main d'œuvre vient de l'agriculture et de l'immigration. Le mouvement paysan se différenciera entre les agriculteurs qui développent le capitalisme agricole et les paysans travailleurs qu'on retrouvera à partir des années 1970 dans les syndicats de La Via Campesina. Le mouvement des travailleurs immigrés articulera, de différentes manières, les luttes dans les pays industrialisés avec les luttes dans les pays d'origine.

L'élément déterminant de la nouvelle période est la décolonisation. Elle s'affirme avec l'indépendance des premiers états décolonisés, à partir de 1947, avec l'Indonésie, l'Inde et la Chine. Les luttes anticoloniales n'ont jamais cessé depuis le début des colonisations. L'alliance stratégique qui a permis la décolonisation a été définie au Congrès des peuples d'Orient, à Bakou en 1920, entre les mouvements de libération nationale et les mouvements communistes. Elle a été confirmée en 1927, au Congrès de Bruxelles contre le colonialisme et l'impérialisme présidé par Albert Einstein et Mme Sun Yat Sen, avec la création de la Ligue contre l'impérialisme et l'oppression coloniale. Se retrouvent à ce Congrès des organisations du mouvement communiste, du mouvement de libération nationale et du mouvement de soutien aux luttes anti-impérialistes et contre le colonialisme.

En 1955 aura lieu, à Bandung, le sommet des 17 premiers états indépendants⁸. Sont présents Soekarno, Nehru, Zou En Lai, Nasser. Nkrumah futur premier chef d'état indépendant africain a participé à la préparation. Zou en Lai résume le programme : « les états veulent leur indépendance, les nations leur libération, les peuples la révolution ». A Bandung est amorcée la proposition du non-alignement. C'est le passage du Tiers-Monde défini par Alfred Sauvy, en référence au Tiers-Etat de la Révolution Française, comme les pays qui sont exclus de la décision politique, aux pays du Sud. Le mouvement des non-alignés regroupera la majorité des Etats du Sud à partir de la réunion de la Trilatérale à Cuba en 1973. Le mouvement de solidarité

⁵ Etienne Balibar, Lire le Capital, Les concepts fondamentaux du matérialisme historique, Ed. Maspéro, Paris 1971

⁶ Samir Amin, Le développement inégal, Ed. de Minuit, Paris 1973

Samir Amin, Giovanni Arrighi, André Gunder Frank, Immanuel Wallerstein, Le grand tumulte, Les mouvements sociaux dans l'économie monde, Ed. Maspéro, Paris 1991

⁷ Immanuel Wallerstein, Introduction à l'analyse des système-monde, Ed. La Découverte, Paris 2006

Etienne Balibar et Immanuel Wallerstein, Race, Nation, Classe, Ed La Découverte, Paris 1988

⁸ Gustave Massiah, Bandung et la décolonisation, Conférence Bandung-Belgrade-La Havane, novembre 2022, Universitas Airlangga Press, Surabaya

internationale organise les soutiens aux révolutions au Vietnam, en Algérie, dans les colonies portugaises, contre l'apartheid en Afrique du Sud. Un mouvement de solidarité internationale se formera à partir des organisations anti-impérialistes et d'une partie des organisations caritatives les plus sensibilisées à la situation des peuples du tiers-monde.

De 1965 à 1973 va se développer une période de mouvements et de luttes un peu partout dans le monde. En Europe, en Allemagne, en Italie et en France avec Mai 68 ; dans les pays de l'Est, après la mort de Staline en 1953, avec la Hongrie en 1956, jusqu'à la Tchécoslovaquie en 1968 ; en Afrique dans une quinzaine de pays dont le Sénégal, le Cameroun, le Congo l'Afrique du Sud ; au Japon et en Corée ; au Mexique et en Argentine. Les mouvements de jeunesse, entrent en ébullition partout dans le monde. Des jonctions dans plusieurs pays ont lieu entre le mouvement étudiant et le mouvement ouvrier. C'est le cas en Italie et en France, en mai 1968. On voit se développer des revendications d'autogestion, comme en 1973 en France avec les ouvriers de LIP et les paysans au Larzac. C'est une explosion de nouveaux mouvements avec des mouvements des droits des femmes, des mouvements pour le droit à l'avortement, des mouvements contre les déchets nucléaires, des mouvements écologistes, des mouvements pour le droit au logement, les mouvements des migrants, les mouvements pour les libertés. C'est la période d'émergence des Nouveaux Mouvements Sociaux et l'entrée en force des jeunes dans les mobilisations politiques de masse.

Un affrontement Nord-Sud, post-colonial, aura lieu en 1973 avec le quadruplement du prix du pétrole et en 1979, à la suite de la révolution islamique en Iran, avec un nouveau doublement du prix du pétrole. Mais les Etats pétroliers ne préservent pas l'unité des pays du Sud et laissent les pays occidentaux retourner la situation en leur faveur. En 1975 est créé le G5, qui deviendra le G7, qui regroupe les pays dirigeants occidentaux. Ils lancent, en organisant l'endettement des pays du Sud, une contre-offensive qui réussit et qui rallie certains pays pétroliers à l'offensive occidentale. Les institutions de Bretton Woods, FMI et Banque Mondiale, vont imposer, à partir d'une gestion inique de la dette, les Programmes d'Ajustement Structurel, les PAS. C'est une entreprise de recolonisation des pays du Sud. De nombreux mouvements contre la dette vont se développer dans les pays du sud, avec des mouvements de soutien dans des pays du nord, mais sans réussir à sortir de ce piège qui va fonctionner de 1979 jusqu'à aujourd'hui. Le capitalisme réussit une nouvelle mutation avec la mise en place du capitalisme financier et sa stratégie : marchandisation, privatisation, financiarisation.

Un mouvement altermondialiste émerge en réponse à cette stratégie du capitalisme et de la financiarisation. En réponse à l'affirmation de Madame Thatcher, « il n'y a pas d'alternative », il affirme « un autre monde est possible ». La première phase de ce mouvement commence, dès 1979, avec les mouvements contre la dette et contre les programmes d'ajustement structurel. Le mouvement ATTAC, pour la taxation des transactions financières et le CADTM, pour l'annulation des dettes du Tiers-Monde relayent et élargissent dans le monde les mouvements des pays du Sud contre la dette. A partir de 1989, la situation évolue avec la chute du mur de Berlin, l'effondrement du bloc soviétique et le passage à un monde unipolaire sous la direction des Etats Unis et du G7. Le G7 va chercher à construire un nouveau système international correspondant à leur projet en complétant les institutions de Bretton Woods et en ajoutant l'OMC, l'Organisation Mondiale du Commerce, au FMI et à la Banque Mondiale. Des grandes manifestations internationales de 1989 à 1999, ont lieu contre ces institutions et le G7, à Madrid, Washington, Gênes et partout dans le monde autour du mot d'ordre, « le droit international ne doit pas être subordonné au droit des affaires ». La réunion de l'OMC à Seattle en 1999 qui devait confirmer l'ordre mondial se heurte à l'opposition des mouvements et aux contradictions internes entre les différents pays.

A Seattle, les mouvements rendent visibles leur internationalisation et en prennent conscience. Le mouvement syndical salarié s'est ouvert aux pays du Sud avec la CUT brésilienne, la KTCU coréenne, les syndicats indiens. La Via Campesina regroupe les syndicats paysans du Nord et

du Sud. Les écologistes et les consommateurs sont en grande progression. Les mouvements des femmes et les mouvements de jeunesse démontrent leur dynamisme. Les mouvements de solidarité internationale et les mouvements contre la dette et les PAS sont très déterminés. C'est à partir de là qu'est organisé le premier Forum Social Mondial, à Porto Alegre, en 2001, en opposition au Forum Economique Mondial qui réunit à Davos les banquiers, les entreprises multinationales et les dirigeants des Etats.

Les Forums Sociaux Mondiaux se succèdent et laissent la parole aux mouvements sociaux et citoyens. Le Forum de Belém en 2009 regroupe 4500 associations, plus de cent mille personnes. Par rapport à la crise financière ouverte en 2008, il avance des propositions immédiates : le contrôle de la finance, la suppression des paradis fiscaux et judiciaires, la taxe sur les transactions financières, l'urgence climatique, la redistribution, ... On retrouvera l'écho de ces mesures dans le programme de la commission des Nations des Nations Unies animée par Joseph Stiglitz et Amartya Sen ; celle sur le Green New Deal. A Belém, un ensemble de mouvements, les femmes, les paysans, les écologistes et les peuples indigènes, surtout amazoniens, ont pris la parole pour affirmer : il s'agit d'une remise en cause des rapports entre l'espèce humaine et la Nature, il ne s'agit pas d'une simple crise du néolibéralisme, ni même du capitalisme ; il s'agit d'une crise de civilisation, celle qui dès 1492 a défini certains fondements de la science contemporaine dans l'exploitation illimitée de la Nature et de la planète. C'est de là que date la définition d'un projet alternatif, celui de la transition sociale, écologique et démocratique. Cette transition s'appuie sur de nouvelles notions et de nouveaux concepts : les biens communs, la propriété sociale, le bien vivre, la démocratisation radicale de la démocratie.

De nouveaux mouvements traduisent la réaction des peuples à la crise financière de 2008. Cette nouvelle génération de mouvements a suivi l'auto-immolation de Mohamed Bouaziz avec les événements de Sidi Bouzid en Tunisie, relayés par les médias sociaux et provoquant la « Révolution de Jasmin ». Depuis nous assistons à une succession ininterrompue de mouvements partout dans le monde : après Tunis et la place El Tahrir au Caire, les indignés en Espagne, au Portugal et en Grèce, les Occupy à Londres, New York et Montréal, les étudiants chiliens et les parapluies de Hong Kong. Et depuis on ne compte plus les manifestations massives en Argentine, en France avec les gilets jaunes, au Chili, en Equateur et dans toute l'Amérique Latine, en Syrie, au Liban, en Irak, en Iran, en Palestine, ... Les manifestations éclatent dans plus de cinquante pays avec des formes nouvelles : ainsi, le Hirak algérien, les manifestations à Hong Kong, la démission de tout le gouvernement à Beyrouth, un gouvernement transitoire imposé à l'armée et des élections au Soudan, Ces mouvements, très divers, éclatent en contre-point de l'idéologie dominante et des réactions brutales et autoritaires des pouvoirs contestés.

Depuis la Conférence Environnement et Développement, à Rio en 1972, la présence très active des mouvements a amené les gouvernements à organiser les COP (Conférence pour lutter contre les dérèglements climatiques). A partir de 2020, Les pandémies et le climat occupent le devant de la scène. Ce n'est pas la première fois qu'ils s'invitent dans l'Histoire⁹. Dans tous les pays de nouveaux mouvements amènent les Etats à mettre en place des politiques de prévention et de soutien aux populations en termes médicaux et sociaux. Les mouvements mettent en avant de nouvelles propositions pour la garantie des droits : droit à la santé, droit à l'éducation, droit au revenu qui, il y a peu, apparaissait comme complètement utopique, droit au travail, droit aux services publics, droit à une action publique qui n'est pas uniquement la bureaucratie et l'Etat, droit des communs par rapport à la propriété. Les mouvements mettent en avant une floraison extraordinaire d'idées nouvelles. Évidemment, elles ne vont pas s'imposer tout de suite ; elles sont le support de ce que peut être un nouveau monde.

⁹ Gustave Massiah, Le rôle de la pandémie et du climat dans la crise de civilisation, Paris, juin 2020

A partir de l'excellent livre de Kyle Harper, Comment l'empire romain s'est effondré éditions La Découverte 2019, (version française de The Fate of Rome, Princeton University Press, 2017). Kyle Harper discute de leur rôle dans la chute de l'empire romain occidental et montre comment ils ont révélé la perte de résilience de Rome.

Les mouvements sociaux et citoyens réagissent aux situations ; ils participent à leur création et à leur évolution. Ils résistent et revendiquent, ils proposent et ils inventent. Ils sont des acteurs directs de l'Histoire. Ils rappellent que les classes sociales structurent les sociétés et qu'elles sont capables d'initiatives et d'inventions. Ils illustrent les contradictions sociales et la multiplicité des formes de la lutte des classes.

Les mouvements sociaux et citoyens porteurs des nouvelles radicalités

Qu'est-ce qui risque de se passer maintenant ? Deux grandes possibilités vont cohabiter et s'affronter. La première, c'est la tentative de reprise en main. Ceux qui, à un moment donné, ont été obligés de lâcher du lest, vont essayer de reprendre les pouvoirs économiques, financiers, politiques, y compris policiers et militaires. C'est ce que nous avons déjà, avec la montée de régimes qui s'appuient sur des idéologies racistes, xénophobes et sécuritaires soutenues par une partie des populations qui acceptent, face à la peur du changement, les propositions conservatrices et réactionnaires. Les reprises de contrôle vont être très brutales, c'est la stratégie du choc décrite par Naomi Klein¹⁰. Elles ne se limiteront pas aux attaques contre les libertés et à l'augmentation des violences policières. Des conflits multiples vont se développer, des guerres aussi dont on sait qu'elles sont une manière de rétablir l'ordre. Nous retrouvons la situation décrite par Antonio Gramsci. Dans ses *Carnets de prison*, il écrivait en 1937 : « Le vieux monde se meurt, le nouveau monde tarde à apparaître, et dans ce clair-obscur surgissent les monstres ». Nous y sommes : les monstres sont là, le vieux monde se meurt, où est donc le nouveau monde ?

Le nouveau monde, c'est celui que les nouvelles radicalités anticipent. Les radicalités des idées nouvelles sont portées par des mouvements très offensifs (féministes, antiracistes, écologistes, les acteurs du numérique, les peuples autochtones, les migrants, la décolonisation. Les idées d'extrême droite peuvent être lues comme la réaction aux changements radicaux, aux bouleversements annoncés par ces mouvements.

La question de l'émancipation féministe a pris une place majeure. Il s'agit d'une nouvelle étape dans les longues luttes des femmes pour leur libération. C'est une révolution considérable. Il s'agit d'un bouleversement majeur dans les sociétés, qui remet en cause les rapports entre les sexes et les rapports de genre. Il interpelle le patriarcat et la domination masculine et interroge les formes de fragilité. La profondeur de la remise en cause suscite chez certains hommes des réactions extrêmement violentes, des formes de panique. L'affolement dans les rapports sociaux se prolonge par un affolement dans la théorie avec la contestation de l'intersectionnalité.

La question écologique s'est imposée comme une question centrale, notamment à travers la prise en compte des modifications liées au changement climatique, à la perte de la biodiversité et à la disparition des espèces. La prise de conscience de l'importance des mesures nécessaires commence à faire son chemin. Elle devrait commencer par les mesures de correction des émissions des gaz à effet de serre en ce qui concerne les politiques énergétiques. Elle interpelle la notion même de développement, et sa subordination à la croissance productiviste fondamentalement critiquée¹¹. La question est devenue civilisationnelle. Il s'agit d'une révolution culturelle majeure. D'autant que les questions écologiques sont directement liées aux inégalités de richesses. Le climat, la biodiversité, la cohabitation des espèces, interrogent le rapport entre l'espèce humaine et la Nature. Il s'agit d'une remise en cause philosophique, la fin du temps infini qui repousse toujours les solutions à demain, et de l'espace infini qui découvre toujours de nouveaux territoires à exploiter¹².

La question du numérique et des biotechnologies préfigure les contradictions de l'avenir. Le numérique renouvelle le langage et l'écriture et les biotechnologies interrogent les limites du

¹⁰ Naomi Klein, *La stratégie du choc, montée d'un capitalisme du désastre*, Ed. Actes Sud, Paris 2007

¹¹ Gustave Massiah, *Repenser le développement et réinventer la solidarité internationale*, CRID, Paris juillet 2019

¹² Geneviève Azam, *Le temps du monde fini*, Ed. Les liens qui libèrent, Paris, 2010

corps humain. Il y a plusieurs bouleversements en cours, des révolutions inachevées et incertaines. Elles bouleversent le monde ; elles sont aussi porteuses d'espoirs et marquent déjà l'avenir et le présent. Pour l'instant, elles provoquent des refus et peuvent faciliter des contrôles, harcèlements et des violences. Les mouvements sociaux à l'ère du numérique¹³ renouvellent les rapports des jeunes du monde aux sciences et aux technologies et sont annonciateurs de nouvelles cultures très contradictoires.

La question du racisme et des discriminations est, avec la question féministe, l'objet de réactions et de refus violents. Les deux mouvements les plus radicaux aujourd'hui aux États-Unis, devenus des références dans une large partie du monde, sont #MeToo et Black Live Matters. Le refus du racisme et des discriminations est une des caractéristiques majeures de la situation mondiale. Il accompagne les manifestations violentes du racisme et des discriminations qui accompagnent les inégalités et les asservissements. Il montre que la colonisation n'est pas terminée et se prolonge dans le mouvement décolonial qui lutte contre les discriminations qui prennent leurs racines dans la colonisation et qui la prolongent. Le racisme trouve ses sources dans l'histoire longue ; on voit resurgir la question de l'esclavage et de la traite dont les conséquences marquent encore profondément l'organisation du monde et l'imaginaire des sociétés. Il ne s'agit pas seulement de la reconnaissance et des réparations. Le refus du racisme est aussi un élément déterminant de l'avenir. Il est porteur de la définition de l'Humanité comme sujet de son propre devenir. Il renforce la reconnaissance de l'égalité comme valeur cardinale et comme marqueur de la différence entre les valeurs progressistes et les valeurs réactionnaires.

L'irruption des peuples autochtones sur le devant de la scène introduit de profonds changements. Niés par les colonisations et l'esclavage, victimes de génocides, ils ont survécu et se présentent à nouveau sur le devant de la scène mondiale. Leur présence reconstitue l'histoire de l'Humanité. Ils rappellent que les civilisations se nourrissent de leurs histoires et que le progrès n'est pas la négation du passé. Ils rappellent que les civilisations ont inventé une pluralité de réponses et que l'avenir ne se construit pas par la négation de l'Histoire. Les mouvements qui se revendiquent des peuples autochtones rappellent des valeurs niées et refoulées par le capitalisme. Ils démontrent que les rapports à la Nature sont multiples et ils inscrivent une démarche écologique dans l'histoire de l'Humanité. Ils rappellent que la culture s'inscrit dans l'histoire longue. Ils avancent de nouveaux concepts qui traduisent des cultures civilisationnelles, par exemple le « buen vivir » qui ne saurait être simplement traduit par le « bien-vivre »,

La question des migrations a accompagné l'histoire de l'Humanité depuis ses débuts ; elles commencent avec l'Homme de Neandertal et l'Homo sapiens. À chaque période, les migrations s'adaptent et prennent des caractéristiques nouvelles¹⁴. Les migrations prendront de nouvelles formes avec l'évolution de la démographie mondiale qui sera en décroissance. Dans plusieurs régions du monde le vieillissement social devient un problème essentiel. Citons aussi la réduction de la population agricole. À l'image de l'évolution dans les pays industrialisés, elle pourrait passer de la majorité de la population à environ 5 % de la population. Cette évolution pourra modifier le rapport entre nomades et sédentaires qui a été marquant depuis l'invention de l'agriculture en Mésopotamie. D'autres modifications accompagneront les évolutions des caractéristiques des États-Nations qui ont défini les formes de gestion des frontières des trois derniers siècles. Ce sont les pays qui accepteront les migrants et développeront des cultures d'accueil qui seront les plus porteuses d'avenir.

Trois des nouvelles radicalités, le racisme et les discriminations, les peuples autochtones, les politiques de migrations renvoient directement à la décolonisation, à une décolonisation inachevée. Et les trois autres ne peuvent pas être comprises si on en fait abstraction. La première phase de la décolonisation, celle de l'indépendance des États est à peu près terminée, mais la

¹³ Gustave Massiah, Les mouvements sociaux à l'ère du numérique, à partir du livre de Zeynep Tufekci *Twitter & les gaz lacrymogènes*, Ed C&F, juin 2019

¹⁴ Gustave Massiah, Une approche altermondialiste des migrations, Ed. du Croquant, Paris 2020

décolonisation est très loin d'être achevée. Elle caractérise la période actuelle dans tous ses aspects, économiques, sociaux, écologiques, géopolitiques, idéologiques. La décolonisation reste à l'ordre du jour en réponse aux inégalités dans le système mondial et aussi dans la conscience de l'histoire longue des formes de domination.

Les nouveaux mouvements sont porteurs de la synthèse entre les nouvelles radicalités et les luttes de classes. Les nouvelles radicalités ne sont pas extérieures aux luttes de classes ; elles en font partie, elles préfigurent leur évolution. Chacune des nouvelles radicalités est incompréhensible si on ne la situe pas par rapport aux appartenances de classes. Elles préfigurent les mutations des classes sociales dans l'évolution du mode de production capitaliste. Elles préfigurent les nouvelles classes sociales dans l'hypothèse d'une transition plus profonde, dans l'hypothèse du passage à un nouveau mode de production qui succéderait au mode de production capitaliste.

Ce nouveau mode de production serait probablement inégalitaire, ce n'est ni le socialisme ni la fin de l'Histoire¹⁵. L'analyse de la situation doit partir des deux classes principales du capitalisme, la bourgeoisie et la classe ouvrière et de leurs évolutions. Elles évoluent et ne devraient pas être les classes principales du nouveau mode de production. Comme la bourgeoisie et la classe ouvrière n'étaient pas les classes principales des modes de production précapitalistes, l'aristocratie et la paysannerie¹⁶. Elles se sont formées avec le capitalisme. Les nouvelles classes sociales ne sont pas encore définies. Une nouvelle classe dirigeante pourrait venir des cadres. La fraction financière et mondialisée de la bourgeoisie est pour l'instant la classe dirigeante. Elle a réussi à intégrer, par l'actionnariat, une partie des cadres, mais elle ne donne pas de réponse à la masse des cadres qui se sont multipliés avec la scolarisation massive et le numérique. Elle a réussi à contrôler la formation à travers l'idéologie du « management » et de la « business administration ». Mais elle rencontre de nouvelles contradictions à partir de deux nouvelles radicalités, celle de l'écologie qui remet en cause le productivisme, et celle du numérique qui modifie la conception même de l'encadrement. Elle ne donne pas de réponse à l'ensemble des cadres en tant que classe en formation.

La mondialisation et l'internationalisation des chaînes de valeurs ont modifié les conditions ouvrières. La précarisation sous différentes formes caractérise aujourd'hui les procès de production internationalisés. Le salariat ne définit plus une condition, il est devenu un statut partagé par de nombreuses catégories, il ne caractérise plus uniquement la classe ouvrière. Les syndicats de salariés ne représentent plus uniquement le mouvement ouvrier ; ils restent toutefois marqués par leur histoire et constituent une forme d'organisation qui prolonge la mémoire ouvrière et prépare les alliances de classes entre producteurs. Le nouveau prolétariat pourrait être le précaire.

L'évolution du mouvement paysan est significative de la nature et du rôle des mouvements sociaux. Les « paysans-travailleurs » subordonnés au capital sont des quasi-salariés. La Via Campesina est aujourd'hui un des mouvements les plus nombreux au monde. Ses membres ont réussi à persuader le monde, et à se persuader eux-mêmes, que l'agriculture paysanne, compatible avec les contraintes écologiques, est plus moderne que l'agro-industrie. Ils ont défini les revendications avancées, notamment la souveraineté alimentaire et le refus des OGM. La Via Campesina est un mouvement qui indique des voies pour penser à l'évolution des classes sociales, au rapport entre les classes sociales et à l'orientation d'un projet politique international.

¹⁵ Hypothèse développée par Immanuel Wallerstein, Préface à l'édition anglaise du livre Gustave Massiah, in collaboration with Elise Massiah, *Strategy for the alternative globalisation*, Preface by Immanuel Wallerstein, Black Rose Books, Montreal, New York, London, 2011

¹⁶ Gérard Duménil, Dominique Lévy, *La grande bifurcation. En finir avec le néolibéralisme*, Ed. La Découverte, Paris 2014

Les nouvelles radicalités permettent de mieux comprendre les mutations en cours des classes sociales et les rapports entre les classes. Elles impliquent de situer la réflexion à l'échelle de la mondialisation ; chacune des radicalités ne peut se comprendre qu'à l'échelle mondiale.

Les mouvements sociaux et citoyens révélateurs des grandes contradictions

Après 2011, les révoltes des peuples répondent à la crise structurelle ouverte depuis 2008. Elles confirment l'épuisement de cette phase de la mondialisation capitaliste. Les inégalités sociales, le chômage, la précarisation ont fait baisser la consommation populaire et ouvert une crise de « surproduction ». Le recours au surendettement a trouvé ses limites ; par l'extension des marchés financiers dérivés, il a contaminé tous les marchés de valeurs. L'explosion des « subprimes » a marqué le passage de la dette des ménages à la dette des entreprises bancaires. Le sauvetage des banques par les Etats a ouvert la crise des dettes publiques. La réduction des déficits par les plans d'austérité devrait sauvegarder les profits et maintenir la prééminence du marché mondial des capitaux et les privilèges des actionnaires.

A partir de 2013, la situation semble s'être retournée. Les politiques dominantes, d'austérité et d'ajustement structurel, sont réaffirmées. L'arrogance néolibérale reprend le dessus. La déstabilisation, les guerres, les répressions violentes et l'instrumentalisation du terrorisme s'imposent dans toutes les régions. Des courants idéologiques réactionnaires et des populismes d'extrême-droite sont de plus en plus actifs. Ils prennent des formes spécifiques comme le néo-conservatisme libertarien et les « évangélistes » aux Etats-Unis et au Brésil, les extrêmes-droites et les diverses formes de national-socialisme en Europe, l'extrémisme djihadiste armé, les dictatures et les monarchies pétrolières, l'hindouisme extrême, etc. Mais, dans le moyen terme, rien n'est joué.

La situation ne se réduit pas à la montée des positions de droite ; elle est marquée par la permanence des contradictions. Ce que l'on a convenu d'appeler la crise s'approfondit. La dimension financière, la plus visible, est une conséquence qui se traduit dans les crises ouvertes alimentaires, énergétiques, climatiques, monétaires, etc. La crise structurelle articule cinq contradictions majeures ¹⁷ : économiques et sociales, avec les inégalités sociales et les discriminations ; écologiques avec la mise en danger de l'écosystème planétaire ; géopolitiques avec la fin de l'hégémonie des Etats-Unis, la crise du Japon et de l'Europe et la montée de nouvelles puissances ; idéologiques avec l'interpellation de la démocratie, les poussées xénophobes et racistes ; politiques avec la fusion du politique et du financier qui nourrit la méfiance par rapport au politique et abolit son autonomie.

Dans la construction de l'avenir, quatre conceptions s'affrontent : le renforcement du néolibéralisme par la financiarisation de la Nature ; une nouvelle alliance des droites et des extrêmes droites identitaire et nationalistes ; un réaménagement du capitalisme, le Green New Deal, fondé sur une régulation publique et une modernisation sociale ; une rupture ouvrant sur une transition écologique, sociale et démocratique.

La première conception est celle de la financiarisation de la Nature. Dans cette vision, la sortie de la crise passe par la recherche du « marché illimité » nécessaire à la croissance. Elle fonde l'élargissement du marché mondial, qualifié de marché vert, sur la financiarisation de la Nature, la marchandisation du vivant et la généralisation des privatisations. Elle propose de marchandiser et de privatiser les services produits par la Nature et de les confier aux grandes entreprises multinationales. Il s'agit alors de restreindre les références aux droits fondamentaux qui pourraient affaiblir la prééminence des marchés et de subordonner le droit international au droit des affaires.

¹⁷ Gustave Massiah, avec la collaboration de Elise Massiah, Une stratégie altermondialiste, Ed. La Découverte, Paris 2011

La deuxième conception est celle du raidissement conservateur et réactionnaire qui rallie la droite à une nouvelle extrême droite. Elle met en avant le rejet des immigrés et des étrangers. Elle s'appuie sur une idéologie fascisante qui joue sur les peurs pour défendre des positions identitaires et sécuritaires, libertariennes et individualistes qu'elle oppose à l'égalité et à la solidarité. Elle s'appuie sur les peurs et les paniques que provoquent dans certains secteurs des sociétés les nouvelles radicalités portées par le féminisme, l'égalité des genres, l'antiracisme, les peuples autochtones, le décolonialisme, les revendications écologistes. Elle met en avant une question réelle qui est à redéfinir, la question nationale, pour appuyer une dérive nationaliste marquée par la xénophobie et le racisme.

La troisième conception est celle du Green New Deal, défendue par d'éminents économistes de l'establishment comme Joseph Stiglitz, Paul Krugman, Thomas Piketti et Amartya Sen souvent qualifiés de néo-keynésiens. Elle part de l'« économie verte » qu'il s'agit de maîtriser. La proposition est celle d'un réaménagement en profondeur du capitalisme à partir d'une régulation publique et d'une redistribution des revenus. Elle est encore peu audible aujourd'hui car elle implique un affrontement avec la logique dominante, celle du marché mondial des capitaux, qui refuse les références keynésiennes et qui n'est pas prêt à accepter une inflation qui diminuerait ses profits. Mais, il faut rappeler que le New Deal adopté en 1933 n'a été appliqué avec succès qu'en 1945, après la deuxième guerre mondiale.

La quatrième est celle des mouvements sociaux et citoyens qui a été explicitée dans le processus des forums sociaux mondiaux. Ils préconisent une rupture, celle de la transition sociale, écologique et démocratique. Ils mettent en avant de nouvelles conceptions, de nouvelles manières de produire et de consommer. Citons : les biens communs et les nouvelles formes de propriété, la lutte contre le patriarcat, le contrôle de la finance, la sortie du système de la dette, le bien-vivre et la prospérité sans croissance, les relocalisations, la justice climatique, le refus de l'extractivisme, la réinvention de la démocratie, les responsabilités communes et différenciées, les services publics fondés sur les droits et la gratuité. Il s'agit de fonder l'organisation des sociétés et du monde sur l'accès aux droits pour tous et l'égalité des droits.

La stratégie des mouvements définit les alliances par rapport à ces avenir possibles. L'urgence est de réunir tous ceux qui refusent les deux premières conceptions, le néolibéralisme austéritaire et la financiarisation de la Nature, et l'extrême droite identitaire. D'autant que l'imposition du système dominant malgré l'épuisement du néolibéralisme porte les risques d'un néo-conservatisme de guerre. Dans la durée, et si le danger du néo-conservatisme de guerre peut être évité, la confrontation positive opposera les tenants du green new deal et ceux du dépassement du capitalisme. Les alliances concrètes dépendront des situations des pays et des grandes régions.

Dans de nombreuses sociétés et dans le monde, mais pas partout dans le monde, les idées de droite, conservatrices, réactionnaires progressent. Dans chaque société, se retrouvent les idées dominantes mondiales, la réalité de l'économie et de la politique mondiale et le récit du monde, relayé par une action écrasante de tous les moyens de communication comme le récit du seul monde possible. Cette poussée de la droite et de l'extrême droite est le résultat d'une offensive systématiquement menée dans plusieurs directions. Elle a commencé par une offensive idéologique menée avec constance depuis quarante ans, qui a préparé le tournant néolibéral. Cette bataille pour l'hégémonie culturelle a porté d'abord sur trois questions : contre les droits et particulièrement contre l'égalité, les inégalités seraient justifiées parce que naturelles ; contre la solidarité, imposer le racisme et la xénophobie ; contre l'insécurité, l'idéologie sécuritaire serait la seule réponse possible. La deuxième offensive est militaire et policière ; elle a pris la forme de la déstabilisation des territoires rétifs, de la multiplication des guerres, de l'instrumentalisation du terrorisme. La troisième offensive a porté sur le travail, avec la remise en cause de la sécurité de l'emploi et la précarisation généralisée, par la subordination de la science et de la technologie, notamment du numérique à la logique de la financiarisation. La quatrième offensive a été menée

contre l'Etat social par la financiarisation, la marchandisation et la privatisation ; elle a pris la forme de la corruption généralisée des classes politiques. La cinquième offensive, dans le prolongement de la chute du mur de Berlin en 1989, a porté sur la tentative de disqualification des projets progressistes, socialistes ou communistes, fondés sur l'égalité.

Nous sommes engagés dans une violente bataille pour l'hégémonie culturelle au sens où l'entendait Antonio Gramsci. Elle oppose deux conceptions du monde : une vision, identitaire et sécuritaire portée par les extrêmes droites dans le monde et une vision égalitaire et solidaire portée par les luttes et les nouvelles radicalités. Cette bataille interpelle les libertés et oppose une conception réactionnaire, libertarienne et individualiste, à une conception progressiste des libertés individuelles et collectives.

Les mouvements sociaux et citoyens et la réinvention du politique

La troisième génération s'affirme. L'émancipation se dégage de manière inattendue. Elle ne gagne pas toujours, elle est souvent réprimée, mais elle bouleverse les certitudes et change les perspectives d'avenir. La magnifique révolte des jeunes femmes iraniennes redonne de l'espoir quelle que soit l'issue de ce mouvement¹⁸. Elles ont affirmé : *nous sommes la troisième génération*. Cette proposition de troisième génération pourrait-être valable à l'échelle mondiale. Avec de grandes différences suivant les situations, elle traduit un bouleversement culturel. Le changement culturel porte sur la redéfinition des voies de l'émancipation, vers la définition de nouveaux possibles. Comme l'exprimait Franz Fanon en s'adressant aux jeunes algériens interpellés par la lutte de libération nationale de l'Algérie, « chaque génération, dans une certaine opacité, doit découvrir sa mission, pour la remplir ou pour la trahir »

Chaque génération est marquée par les grandes luttes et mobilisations qui ont été reconnues, au-delà des diversités des situations comme communes et significatives ; par les mouvements sociaux et citoyens qui en ont été les acteurs. Admettons l'hypothèse que les jeunes du monde vivent une troisième génération. La première génération, encore présente serait, de 1947 à 1980, la génération de la décolonisation et des luttes de libération nationale et des grandes mobilisations qui ont marqué le monde des « mai 68 », de 1966 à 1973. C'est encore la période marquée par l'idée du grand soir et l'importance des luttes armées, particulièrement anti - coloniales. C'est aussi la montée du Sud, de Bandung au non-alignement et à la Trilatérale à Cuba en 1973.

La deuxième génération est celle du néolibéralisme de 1980 à 2010. C'est la contre-offensive réussie avec l'endettement des pays du Sud et la chute du mur de Berlin, en 1989, qui acte la fin du monde bipolaire. Le nouveau système international est marqué par la triade (Etats Unis, Europe, Japon) et les institutions de Bretton Woods (Fond Monétaire International, Banque Mondiale, Organisation Mondiale du Commerce). La culture de l'émancipation prend un nouveau chemin avec l'altermondialisme qui prolonge l'internationalisme. Elle s'exprime dans les Forums Sociaux Mondiaux qui commencent en 2001 à Porto Alegre.

La troisième génération est celle qui commence avec les mouvements sociaux à partir de 2011 ; les révolutions arabes, les indignés, les Occupys, le Hirak algérien, les jeunes iraniennes, et qui ont agité près de cinquante pays. Ces mouvements sont réprimés avec une extrême violence. Les inégalités ont explosé. Le néolibéralisme a glissé vers un austéritarisme, combinaison d'austérité et de sécuritarisme. L'explosion des richesses rend encore plus insupportable la misère, alimente la corruption et détruit la confiance dans la représentation politique. La troisième génération construit sa culture avec un individualisme alimenté par le numérique, le désastre écologique et la pandémie. Elle construit des engagements autour des nouvelles radicalités, le féminisme et la reconnaissance des genres, l'écologie, l'antiracisme, les peuples premiers. La

¹⁸ Bernard Hourcade, Iran, la révolte de la troisième génération, Orient XXI, octobre 2022
<https://orientxxi.info/magazine/iran-la-revolte-de-la-troisieme-generation,5937>

montée des idéologies sécuritaires et identitaires des extrêmes droites partout dans le monde traduit la peur de l'avenir et la résistance à ces nouvelles radicalités. Les zapatistes au Chiapas et les mouvements du Rojava mettent en avant une stratégie autour de trois thèmes : femmes, écologie, démocratie.

Le défi le plus difficile pour les mouvements est celui de la redéfinition de la démocratie.

Du point de vue des narratifs, celui de l'urgence, de l'alternative et de la stratégie, on voit relativement bien ce qui peut être proposé pour la transition sociale et pour la transition écologique. Le mouvement social a mis en avant les perspectives et les propositions pour un monde sans inégalités sociales et sans discriminations. Le mouvement pour le climat a ouvert un débat vigoureux sur la transition écologique. C'est sur la démocratie que le défi est le plus difficile à relever. C'est sur cette dimension que les progrès sont indispensables.

La question de la démocratie est constamment présente. Elle commence avec les revendications de garantie des libertés, de refus des répressions et de l'autoritarisme, de demande d'effectivité des droits et d'égalité. Elle est présente dans l'impératif de dignité, dans le questionnement des institutions, dans l'importance des services publics. Les mouvements horizontaux mettent en avant la mise en cause de la corruption et vont jusqu'au refus de la délégation et de la représentation. La démocratie représentative est questionnée. Est-elle nécessaire mais non suffisante ? Comment trouver les garanties pour qu'elle ne serve pas de simple couverture pour les puissants. Les mouvements se veulent des formes de démocratie en actes. Ils ont pourtant des difficultés à résoudre les questions de démocratie interne. C'est pour inventer de nouvelles formes de démocratie, directe ou délibérative, qu'une révolution philosophique et culturelle est nécessaire.

Les mouvements sociaux renouvellent les rapports entre le local, le national et le mondial.

Les mouvements sociaux se définissent toujours à l'échelle nationale ; leurs revendications s'adressent aux pouvoirs de leur État, de leur pays. Ils ont aussi un ancrage local. Ces mouvements sont une réponse à la mondialisation capitaliste et à sa phase néolibérale. On peut les considérer comme une nouvelle phase de l'altermondialisme et de l'internationalisme. La stratégie interpelle l'articulation du local au global. Le local implique la liaison entre les territoires et les institutions démocratiques de proximité. Le niveau national implique la redéfinition du politique, de la représentation et de la délégation dans la démocratie, le renforcement de l'action publique et le contrôle démocratique du pouvoir d'État. Les grandes régions géoculturelles sont les espaces plurinationaux des politiques environnementales, géoculturelles et de la multipolarité. Le niveau mondial est celui de l'urgence écologique, des institutions internationales, du droit international qui doit s'imposer par rapport au droit des affaires, de la liberté de circulation et d'installation et des droits des migrants.

Ce qu'il y a de commun aux différents mouvements c'est le refus des inégalités sociales et des discriminations et le rejet de la corruption. L'idéologie dominante est raciste, xénophobe et sécuritaire. Les migrants sont choisis comme boucs émissaires mais la cible de cette idéologie, c'est l'égalité. Les mouvements sociaux et citoyens qui mettent cause les inégalités et les injustices sont porteurs d'une contre-offensive. Il y a pourtant des mouvements de droite et d'extrême-droite comme on a pu le voir aux États-Unis, au Brésil, en Inde, en Hongrie, en Italie et ailleurs. Ces mouvements peuvent partager certaines des caractéristiques organisationnelles des mouvements sociaux ancrés à gauche, notamment la maîtrise du numérique et de ses formes virales. Ils peuvent aussi traduire l'exaspération de certaines couches sociales. C'est sur le fond politique et non sur l'outillage qu'il faut faire porter le débat, sur la cohérence des revendications sociales, écologiques et démocratiques.

Les mouvements sociaux interpellent les partis politiques et la forme-parti. Les mouvements sociaux et citoyens sont des mouvements politiques. Ils assument directement une partie des tâches d'organisation qui relevaient traditionnellement des partis politiques,

notamment le leadership reconnu et les négociations. Cette structuration traditionnelle est largement remise en cause du fait de la grande méfiance des militants, et plus généralement des populations mobilisées, par rapport aux institutions politiques et particulièrement par rapport aux partis politiques. Dans certains cas, des partis politiques d'une forme relativement traditionnelle sont issus des mouvements, ou plutôt d'une partie des mouvements. Dans d'autres cas, des formes d'organisation structurées incluant certains partis ont été reconnues, comme par exemple « l'Union des professionnels » soudanais. Ces prolongements doivent être évalués et approfondis. Les mouvements sociaux sont eux aussi en redéfinition. Nous avons cité l'exemple du mouvement paysan avec la Via Campesina. Par ailleurs, les mouvements sociaux sont confrontés à la difficile négociation avec les pouvoirs et aux risques d'ONGéisation qui les accompagne.

La recherche d'une nouvelle synthèse, ou à tout le moins d'une meilleure articulation entre la forme mouvement et la forme parti est à l'ordre du jour. Elle implique la remise en cause des formes d'organisation des partis, aussi bien des partis parlementaires que des partis d'avant-garde. Hervé Le Crosnier¹⁹ souligne qu'aucun mouvement n'accepte d'être représenté par des partis dans le jeu institutionnel, mais pour autant, des victoires au sein des institutions renforcent la conscience globale et les mouvements.

La remise en cause de la forme parti est beaucoup plus profonde. Elle est liée à la remise en cause de la stratégie qui a été longtemps dominante de transformation sociale : créer un parti, pour conquérir l'État, pour changer la société. Les partis construits pour conquérir l'État deviennent Parti-État avant-même d'avoir conquis l'État, et à ce titre se transforment en freins pour les mouvements et les évolutions culturelles et sociales. La conquête de l'État a permis à la bourgeoisie d'imposer le capitalisme, il est peu probable qu'elle permette d'en sortir, sans un changement de nature radical des formes d'État. Ce qui est en jeu, c'est la définition d'une nouvelle stratégie de transformation politique et d'une nouvelle articulation entre la forme-mouvement et la forme-parti.

Les mouvements sociaux révèlent que les inégalités et les injustices sont devenue insupportables. Les mouvements sociaux annoncent une nouvelle ère à l'échelle mondiale. Une ère analogue à celle des droits au XVIII^e siècle, à celle des nationalités en 1848, à celle des révolutions socialistes du XX^e siècle, à celle de la décolonisation à partir de 1920, à celle de la contre-culture et de la libération des femmes des années 1970.

Cette révolution encore souterraine, mais dont les mouvements sociaux et citoyens, massifs et répétés, forment les principaux points d'accroche, est portée par l'idée partagée à l'échelle mondiale que les inégalités, les injustices, l'arbitraire et la corruption sont insupportables. Et que la révolte pour ne plus les supporter est légitime. D'autant plus légitime qu'il s'agit de l'avenir de l'Humanité elle-même, confrontée à une crise climatique et écologique majeure que les pouvoirs en place refusent de prendre en compte. Les révoltes ne sont pas seulement des soulèvements de refus. Les révoltes deviennent des révolutions quand des issues apparaissent possibles. Si les inégalités et les injustices sont devenues insupportables et inacceptables, c'est aussi parce qu'un monde sans inégalités et sans injustices apparaît possible.

¹⁹ Hervé Le Crosnier, éditions C&F, a édité le livre de Zeynep Tufekci, *Twitter et gaz lacrymogène*, Ed . C&F, Paris et la recension de Gustave Massiah, *les mouvements sociaux à l'ère du numérique*, à partir du livre de Zeynep Tufekci, dans *ecorev* Paris 2020